

informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

SOMMAIRE

LES TRAVAILLEURS EN FRANCE	p I
L'EMPRISE DES SYNDICATS Belgique , Accords d'entreprise	p 5
NOTES DE LECTURE Communisme et marxisme	p 8
DANS LE MONDE Japon , Afrique du Sud USA, Grande Bretagne	p II
CORRESPONDANCE Lettres sur l'Algérie (comités de gestion)	p I6
PUBLICATIONS	p 22

LE NUMÉRO

0,50 F

mensuel

NUMERO 27

MARS 1964

CENTRE INTERNATIONAL
de RECHERCHES SUR
L'ANARCHISME

Bulletin N° 9 Nov. 63 (case postale 25- Genève- Plainpalais-Suisse)
Ernest Coeurdercy - un inédit d'André Salmon - Bibliographie.

LE COURRIER MARXISTE: Bayvet, 4 Square Bartholomé -Paris 15è.

N° 28-29- Janvier 64- La force des choses- Chômage et inflation
continue la publication de la "contribution au programme socialiste".

LIAISONS REVOLTES (Sedes -144 Rue de Flandre - Paris, 17è) N° 4 (19/2/64)
La guerre de Guinée - Guinée Portugaise 1964-

CAHIERS DE L'HUMANISME LIBERTAIRE: N° 98- Janvier 64 -- (Luce Ottié, 21 Rue des Mathurins- Bièvres
S.&.O.)
Le voyage du pape- Diderot et l'évolutionnisme- Sur la violence
dans l'histoire- République et socialisme- (V. Hugo) -Les tyrans
(Platon)

SOCIALISME ou BAR-
BARIE:

16 Rue Henri Bocquillon- Paris 15è.
N° 35- Janvier Mars 1964.
Recommencer la révolution - Le rôle de l'idéologie bolchevik dans
la naissance de la bureaucratie- l'opposition ouvrière (texte de la
brochure d'A. Kollontai) -critique de livres- (nous reviendrons
sur le premier article cité dont nous conseillons la lecture).

NOIR & ROUGE:

Lagant- B.P, 113- Paris 18è.
N° 26- Février 1964-
Editorial - L'individualisme- Les anarchistes individualistes (Stimer
Hen Ryner, Emile Armand)- nos critiques- notre position- Les
anarchistes-communistes (Bakounine- Malatesta) -Communisme liber-
taire et individualisme anarchiste- courrier -
(nous reviendrons sur ces textes, notamment ceux concernant la critique
de l'individualisme et les positions de NOIR ET ROUGE sur l'individu
et la société).
A ce numéro est joint une brochure de Camille Berneri : Kropotkine.

ILE DE FRANCE:

bulletin trimestriel de l'Institut Parisien de l'Ecole Moderne
(techniques Freinet- 29 Rue d'Ulm).

LE MUSEE du SOIR:

Nécessité, adolescence et Poésie (fascicules IC et II)
(Berteloot, 6 Allée D, Cité Bonnel -Lallaing- Nord)

CAHIERS DES AMIS
DE HAN RYNER:

3 allée du Château, Les Pavillons-sous-Bois (Seine)

TOUJOURS JEUNES...
OU PRESQUE:

Bulletin des Anciens ajistes (G.Piou, 194 Rue Maurice Jouand
Rézé-Les-Nantes -L. A)

LE BRULOT:

Dassonville - 25 Rue de Civry - Paris 16è.

Remicourt Billancourt

NOTRE SORT A NOUS OUVRIERS:

J'ai 50 ans; il y a 15 ans que je suis OS à Billancourt; selon les "nécessités" de la production, j'ai été balancé un peu partout dans l'usine. Aujourd'hui parce que de nouveau les bagnoles se vendent mal, je suis au balayage. Tout ça n'a rien à voir avec De Gaulle, c'était pareil avant, ce sera pareil après: tous les ans, à pareille époque, tant qu'il y aura cette foutue société capitaliste, que la boîte soit nationalisée, ou non, il y aura un tas de copains comme moi qui se demanderont ce qu'on va faire d'eux, qui se tâteront pour savoir si ce n'est pas mieux de se tirer tout de suite, qui à travers les "bruits", essaieront de savoir "ce qu'on va faire d'eux".

Si tu es jeune, tu n'es pas oublié non plus, au 74-55 ou ailleurs: régleurs déclassés, mutation de poste, même si tu croyais avoir fait tout ce qu'il fallait pour la maîtrise.

Pas la peine de faire un dessin. Tu ne sais rien et tu sais bien ce que ça veut dire. 15 ans de boîte ou quelques années, avoir fait les essais ou être OS avoir "bien" ou "mal" tenu son poste, tout ça, ça ne pèse pas plus que ta première dent.

Parce que tu es vieux, râleur, parce que ta tête ne plait pas, tu te retrouves à la balançoire, au balayage, ou au mauvais poste. Tu t'imagines ça, parce que tu as besoin de trouver des "raisons" pour expliquer ce qui te tombe sur le coin de la figure. Alors tu cherches des noises à ton chef d'atelier ou à ton contremaître. Tu as raison de ton point de vue individuel, mais il faut chercher plus loin. C'est tout ce que veut la Direction que tu t'en prennes au chef qui te commande: pendant que tu t'excites avec lui, tu oublies que c'est la direction qui a pris la vraie décision dont tu subis les effets, que c'est ainsi parce que tu travailles dans une boîte capitaliste où tout se décide absolument en dehors de toi et de tes intérêts.

Toi, tu n'es qu'une machine que l'on utilise quand on en a besoin et que l'on file au rancart quand ce n'est plus nécessaire. A toi de voir si tu penses être autre chose, et de dire ce que tu penses de ton travail, et de décider de ce qu'on en doit faire.

La direction suit son plan et son intérêt.

Renault c'est une boîte capitaliste comme les autres. Ses dirigeants sont là pour la faire tourner et non pour s'occuper de tes intérêts. Il faut qu'elle vende ses bagnoles, qu'elle récupère le pognon pour construire de nouvelles usines; pour payer grassement tous ses dirigeants et son réseau commercial: tout ça sur notre travail. Comme la Régie a décidé d'exporter, elle se rapproche de la mer: Flins, Cléon, Le Havre St Nazaire. Peut-être Billancourt disparaîtra-t-il. Ouvertement, on parle de mutations à la Saviem ou ailleurs. Il y aura du travail à St Nazaire, mais on ferme à Ivry ou ailleurs. Pour la direction, la réduction de boulot à Billancourt, c'est saisonnier, mais c'est aussi le prétexte à réorganisations; même s'il y a une "crise" qui n'est pas prévue les décisions qu'elle prend vont toujours dans le sens des intérêts de l'entreprise capitaliste, des dirigeants eux-mêmes. D'ailleurs, tout est bien en place pour éviter que nous réagissions à tout cela. Les accords Renault de 62 et le Fonds de garantie ont été faits pour ça. Les syndicats les ont tous signés et ne les ont pas dénoncés. Il avait été question dans l'accord de discussions en 63 pour réduire la durée du travail sans diminution de salaires. Les bagnoles se vendaient bien: c'était le moment d'exiger cela. Personne n'a rien dit. Une grève maintenant, la direction ne demande que ça: Les bagnoles ne sortiront pas et n'iront pas grossir les stocks; et le fonds de garantie n'aura rien à verser. Si le travail est réduit on sera "indemnisés". Tout ça est bien monté, et ça marche aussi bien qu'une bagnole. Plutôt que de licencier, ce qui risquerait de faire des remous dans cette belle construction, il vaut mieux écoeurer ou faire peur aux gars individuellement: la maîtrise s'y emploie allègrement. La direction suit sa

politique, nous on passe son temps à engueuler le contremaître et les délégués ne peuvent rien dire (que savent-ils d'ailleurs?) parce que c'est des cas "indéfendables" ou même à s'engueuler entre nous.

Que pouvons-nous y faire?

Nous ne savons rien, seulement le détail qui nous concerne quand il nous tombe sur la figure. Nous nous défendons individuellement en cherchant ou des petites raisons (c'est la faute du contremaître) ou de grandes raisons politiques (c'est la faute à De Gaulle). Nous, nous disons implemment: c'est l'intérêt de la direction, un point c'est tout, c'est elle qui nous paie, c'est elle qui nous vire, c'est elle qui décide. Toujours contre nous, parce qu'elle nous considère comme des machines et qu'elle voit uniquement son intérêt.

Notre intérêt ce n'est pas par des pleurnicheries ou du lèche au contremaître qu'on le défendra, ni en tendant le dos en attendant que l'orage passa. Tu passes au travers aujourd'hui, et demain, tu seras en plein dedans.

La direction prend des décisions qui sont toujours contre nous; elle ne tiendra compte de nous que si nous disons ce que nous voulons, et si nous la forçons à en tenir compte. Pour ça, il faut savoir deux choses:

- ce que nous voulons.
- comment nous le dirons.

Ce que nous voulons:

Nous devons l'exprimer clairement.

Pas les litanies sur les 40 heures ou la retraite qu'on serine depuis 20 ans.

Pas des paroles en l'air, des chiffres précis.

On connaît l'atelier, on est capable de savoir comment il peut tourner. Alors, on peut bien trouver nous-mêmes comment il doit tourner pour sortir la production réduite sans que personne aille à la balance, avec la même paie et en travaillant moins, mais des choses précises.

Une fois qu'on a discuté et trouvé ce qu'on veut, on peut toujours envoyer le délégué voir le chef d'atelier; il est protégé. Il ne risque pas de nous faire cocus, si nous savons ce que nous voulons, puisqu'en fin de compte, c'est nous qui travaillerons.

Comment nous le dirons:

Ca aussi, nous devons le savoir clairement.

Il ne s'agit pas de pétitions qui vont dans les cartons du personnel de grèves d'un quart d'heure, pas plus des grandes grèves dont certains nous rabattent les oreilles, mais de faire des choses qui portent et qui disent ce que nous voulons. C'est à nous de voir: personne ne peut le savoir pour nous, ou le décider à notre place.

Si nous ne sommes pas capables de savoir ce que nous voulons et de le dire,

Alors, nous n'avons pas à nous plaindre d'être traités même pas comme des machines.

ooooo

INFORMATIONS CORRESPONDANCE OUVRIERES

Mars 1964

Informations Correspondance Ouvrières est un bulletin mensuel rédigé et tiré par des travailleurs de la région parisienne. Il parle de ce qui se passe dans les entreprises aussi bien en France que dans le monde, de tout ce qui traduit la lutte des travailleurs contre les dirigeants de toutes sortes.

Si ce tract t'intéresse, discutes en et fais le circuler.

En versant 2 Francs au Cep -Paris - 20.147-54 tu peux recevoir I C O pensant 6 mois

les travailleurs en france

TRIEUX - R.B.V. - ST NAZAIRE :

Trois exemples significatifs non seulement des luttes mais des rapports travailleurs-dirigeants syndicaux- dirigeants patronaux-gouvernement. C'est pourquoi nous les avons groupés, dans le cadre de l'article déjà commencé:

"La réponse du capitalisme aux luttes"

(ICO N° 25- janvier 1964 -p.4),

pour tenter d'en montrer ce que sont les luttes dans la société capitaliste d'aujourd'hui. Ils figureront dans le prochain numéro d'ICO.

P.T.T.

Chèques postaux (centre de Paris)

extrait de Pouvoir Ouvrier (N° 57-janvier-février 64):

"...Pas de répit, du rendement, rien que du rendement. Sur chaque chèque, une employée- ce sont surtout des fermes, venues de province pour la plupart qui font le travail, doit vérifier les chèques à la moyenne de 100 à l'heure. Une machine perfectionnée pourrait-elle en faire autant? D'autre part, si un chèque est incomplet, il est mis de côté, mais n'est pas compté dans le rendement. On signale par jour entre 5 et 10% d'erreurs. Ainsi, en réalité, la moyenne n'est plus de 100 mais entre 105 et 110 chèques à l'heure. De plus, on ne tient aucun compte des difficultés de lecture, comme les "pattes de mouche" et autres déformations qui font perdre souvent plusieurs minutes.

"Bien entendu, il existe un moyen pour stimuler les énergies. Si la moyenne n'est pas atteinte, ou si vous commettez une erreur, on vous met une "fichette" sorte d'avertissement. Au bout de trois à quatre "fichettes", on vous colle un blâme d'avertissement. Si vous plaisez à votre inspecteur, vous pouvez avoir 10 "fichettes" sans être inquiétée. Avec un PV on vous considère désormais comme un rebut, une brebis galeuse. Inutile de compter sur un avancement quelconque et vos primes sont réduites ou tout simplement supprimées.

"Plusieurs camarades venues de province et auxquelles se posaient déjà les difficiles problèmes d'adaptation à la vie parisienne, n'ont pu supporter un tel régime. Après s'être évanouies à plusieurs reprises à leur table de travail, la direction, sous la pression des médecins et assistantes sociales, attachés aux PTT a été forcée de leur accorder un congé de maladie.

"...Le personnel travaille sous la crainte des PV qui font moisir à l'échelon inférieur, c'est-à-dire avec un salaire assez bas qui ne change pas.. et si les primes sont supprimées, on ne pourra plus payer la traite du frigo ou de la télé..."

Lettre d'un camarade postier:

"En ce qui concerne les Chèques, l'Administration cherche partout dans les bureaux des "Cadres", pour activer le rendement des agents aux chèques. Il faut que le courrier soit entièrement trié et prêt pour que dès leur arrivée, les employés aux comptes soient alimentées, donc ce n'est pas du personnel qui est nécessaire, mais un encadrement d'excellents garde-chiourmes à qui on promet la carotte, et ça prend. L'Administration a trop de volontaires et peut choisir, le tableau d'Inspecteur Central (garde-chiourme Chef) est bloqué depuis plusieurs années, aussi

"ceux qui attendent impatiemment la promotion, sautent sur l'occasion. L'essentiel n'est pas le travail que l'on fait, mais le chèque reçu en fin de mois. Il est certain que dans de gros bureaux (Chèques-téléphone) les agents ne sont pas toujours à la noce, mais le mécontentement est tout de même l'exception, même dans ces bureaux. La plupart des employés considèrent leur nouvelle fonction comme une élévation sociale, ils viennent surtout des petits propriétaires paysans et des fonctionnaires les plus exploités. Ils sont habitués au travail, et se trouvent souvent mieux que dans le passé. En général, l'exploitation intense ne dure pas exagérément. Dès que l'employé a un peu d'ancienneté, il trouve une planque et il considère désormais sa fonction supportable. La presque totalité des postiers est très contente de son sort, souvent on entend dire: "on n'est pas payé, mais on s'amuse bien". Il y a très peu de facteurs, très peu de postiers de province qui changeraient volontiers d'emplois. Que ce soit là ou ailleurs, disent-ils, l'exploitation, il faut la subir, c'est une loi. Ils trouvent leur Administration "compréhensive" et "large". Comme pour les cheminots et les chauffeurs d'autobus, l'Administration ferme les yeux sur les services et au besoin les arrange pour que les facteurs, par exemple à Paris, puissent satisfaire un deuxième emploi.

"La CFTC paraît-il prépare une grande action dans les PTT (les journaux, Le Figaro 17 Janvier- Le Monde 18 Janvier). Nous, intéressés, nous ne sommes pas encore au courant !! "

Grève aux chèques postaux:

"les dernières nouvelles du bureau gare: un tract CGT pour la grève dans un mois, un peu comme chez les cheminots, mais absolument rien qui nous mette au courant sur la situation dans les Chèques Postaux; il faut sans doute attendre que l'orage soit passé pour en parler, les journaux fédéraux de Mars mettront de belles entêtes. Je ne sais pas si c'est exact, d'après ce que j'ai entendu dire, ne seraient en grève que ceux qui font la brigade et seulement le matin, pour que tous y participent. Il est impossible de se faire une idée sur la situation sans y être mais je n'ai pas l'impression que les employés veulent mener réellement une lutte".

Facteurs de La Loire:

Dans le N° 25, nous avons parlé de 15 jours de grève. En réalité, les "préposés" ont fait grève totale deux fois deux jours, les 2 et 3 janvier, puis les 6 et 7, et menacé de recommencer les 13 et 14. Pour obtenir le paiement des heures supplémentaires et la suppression du double service. Ils ont obtenu satisfaction sur les heures. Ça compte le succès d'une revendication -pour ceux qui ont fait grève- et pour les autres "préposés".

Pour un syndicat, ça ne compte pas du tout. Un article d'un quart de page dans le Lien Professionnel (Fédéral CFTC-janvier 1964) parle de cette grève mais pas un mot des revendications seulement " victoire syndicale au sujet du droit de grève". Les facteurs se sont battus pour que les organisations départementales soient reconnues et puissent déclencher elles-mêmes des grèves d'où contradiction très nette entre les désirs des agents et le désir des syndicats.

La victoire syndicale en l'occurrence, c'est la possibilité pour les syndicats de base de déposer les préavis de grève (les syndicats utilisent donc bien la fameuse loi "anti-grève" pour se faire reconnaître comme interlocuteurs et intermédiaires obligatoires -- voir ICO N° 21- août septembre 63). A noter les divergences entre la CGT qui voudrait que seules les fédérations nationales puissent déposer les préavis (on en comprend les raisons politiques) et la CFTC qui parle de victoire parce qu'elle l'a fait accepter sur le plan régional (par raison tactique, elle peut être majoritaire localement, alors qu'elle est minoritaire sur le plan national).

JOURNEE REVENDICATIVE des "petites catégories" de fonctionnaires.

avec un programme alléchant:

entre autre, le retour au cadre unique d'exécution alors que les syndicats ont toujours poussé la roue pour qu'il y ait une poussière de catégories à la grande joie de l'Administration.

avec une action énergique:

dépôt de pétitions ou de résolutions, envoi de motions au ministre.

Et ils se sont mis au moins 7 syndicats CGT, CFTC, autonomes, pour ça.

USINES de la SEIGNEURIE (peinture)- 220 travailleurs.

Le 5 décembre, la direction annonce la fermeture de ses usines de Pantin, et de Bobigny, et leur transfert près de Dijon à Genlis (Côte d'Or); seuls les bureaux resteraient à Pantin.

Par tract, la section syndicale CGT propose à la direction et à "l'ensemble du personnel" (sic) un plan complet de propositions -agissant comme des dirigeants- (de "bons" dirigeants, puisque les autres sont mauvais).

Le seul mot d'ordre est "aucun licenciement". Alors que leur plan de marche de l'usine descend dans des détails, aucune proposition concrète contre les licenciements, et les délégués continuent tous les heures supplémentaires.

RENAULT:

Voir le tract ci contre diffusé dans l'usine et qui essaie d'exprimer la situation présente à Billancourt.

"Partout où il y a centralisation, la bureaucratie se renforce, "une armée d'employés véritables araignées aux doigts crochus, qui ne voient l'univers qu'à travers les vitres sales de leur bureau et ne le connaissent que par leur paperasse et leurs formulaires absurdes -une bande noire qui n'a qu'une religion, celle du pourboire - n'a qu'une pensée, celle de suivre un parti quelconque, noir, violet ou blanc, pourvu qu'il garantisse un maximum de salaire pour un minimum de travail..."

Il voit dans le parlementarisme le triomphe de l'incompétence...(le député) "devra voter l'impôt sur les chiens et la réforme de l'enseignement universitaire sans avoir mis les pieds à l'université, sans connaître un chien de campagne. Il devra se prononcer sur les avantages du fusil gras et sur le choix du lieu des écuries de l'Etat. Il votera sur le phylloxéra, le blé, le tabac, l'enseignement primaire et l'assainissement des villes; sur la Cochinchine et sur la Guyane, sur les tuyaux des chemins et l'Observatoire de Paris. Il n'a jamais vu les soldats, sinon aux défilés mais il répartira les corps d'armes; il n'a jamais connu un arabe, mais il fera et déféra le code musulman en Algérie... Il protégera le sucre et sacrifiera le blé. Il tuera en croyant préserver: il votera le reboisement contre le pâturage et protégera le pâturage contre la forêt. Il sera compétent en matière bancaire. Il sacrifiera un canal à une voie ferrée sans savoir trop dans quelle partie de la France se trouvent l'un et l'autre. Protégé, omniscient, et omnipotent, aujourd'hui militaire, demain porcher, donc tour à tour banquier, académicien, balayeur, médecin, astronome, fabricant de drogues, tappeur, commerçant, selon les ordres du jour de la Chambre, il n'existera jamais..."

Kropotkine - Paroles d'un rebelle-

Extrait de la Brochure de Noir et Rouge -Kropotkine par C. Berneri

ALENÇON:

des débrayages et des manifestations ont eu lieu pour protester contre l'embauche de travailleurs nord-africains, après celle d'immigrants espagnols.

ST MARS LA JAILLE: (Loire Atlantique.)- 250 ouvriers (fabrique de machines agricoles)

en grève une semaine au sujet d'un accord d'établissement et des élections de délégués.

CITROËN:

alignement du patronat sur la reconnaissance du rôle des syndicats dans l'entreprise. Une opération similaire à celle qui s'était déroulée l'an passé chez SIMCA, pour faire reconnaître les syndicats et organiser des "élections libres" est en cours. Pas par une action des travailleurs, seulement par l'intervention du pouvoir d'Etat qui impose le syndicat à un type de patronat (qu'on appelle de combat). Les sections CGT, FO, CFTC de Citroën ont établi un "dossier" qu'elles ont transmis au ministre du travail, qui interviendra auprès de la direction de l'usine et de la police.

TARASCON:

Cellulose du Rhône (pâte à papier -535 travailleurs).

A la suite d'une grève de 24 heures le 16 janvier pour une augmentation de salaire, la direction a fermé l'usine 15 jours. Le travail a repris entre le 3 et le 6 février, sans satisfaction, seulement une indemnisation des journées perdues.

MICHELIN-CLERMONT FERRAND:

200 ouvriers des services de chaufferie s'étant mis en grève pour une augmentation de salaire (0.15 de l'heure) 5000 ouvriers furent mis à pied le lundi 20 janvier. Le travail a repris le mercredi 23 janvier, sans que les chauffeurs soient satisfaits, seulement une promesse d'entamer des pourparlers après la reprise du travail.

USINOR-DENAIN (Nord) -Sidérurgie - 7500 ouvriers - 1500 employés.

"Les fondeurs de l'usine, au nombre d'une centaine, ont déposé une revendication de salaires. Afin de peser sur les décisions de la direction, ils ont décidé de se mettre en grève, tout en maintenant une production de gaz de 50% environ, suffisante pour faire tourner l'usine quarante heures par semaine. La direction a riposté par l'arrêt d'un haut fourneau ce qui a provoqué un début de chômage.

"Déclaration des fondeurs à la direction: " remettez en service le haut fourneau que vous venez d'arrêter." Réponse de la direction aux fondeurs " produisez 50% de gaz sur les hauts fourneaux qui restent en service, et l'usine continuera à tourner".

"Refus des fondeurs - Réplique: un deuxième haut fourneau arrêté, par la direction.

Les deux hauts-fourneaux d'Usinor-Denain, qui restent en activité marchent désormais au ralenti. ce qui entrave la production de l'usine et provoque du chômage pour la moitié du personnel.

Neuf mille personnes sont employées par Usinor-Denain; on peut compter 1500 employés, agents de maîtrise et cadres, qui ne sont pas touchés par le conflit. Trois mille ouvriers travaillent dans divers ateliers de mécanique générale. Mais quatre mille cinq cents, soit la moitié des effectifs et dont l'activité est subordonnée à la production de gaz et de fonte, sont mis au chômage.

"La direction sait que, si elle cède à la revendication des fondeurs, elle devra consentir une hausse de salaires pour l'ensemble de son personnel. Elle n'ignore pas le rôle fondamental que joue Usinor dans l'ensemble de la sidérurgie française.

"Les fondeurs savent que leur action conduit au chômage un grand nombre de leurs camarades. Ils ont d'autant plus tendance à poursuivre leur mouvement que, sur un plan personnel, l'obligation où ils sont d'assurer les services de sécurité leur accorde certains avantages, et que sur un plan général, ils n'ignorent pas que les camarades qu'ils réduisent au chômage bénéficieront d'une manière ou d'une autre, des hausses de salaires qu'ils auront obtenues... "

Toute l'action syndicale s'est passée à organiser des meetings de protestation et à participer à des palabres avec le préfet et les représentants patronaux.

Résultat ici encore: sous la menace de lock-out, le travail a repris le 10 février, après huit jours de grève des fondeurs, sans qu'un accord ait été conclu.

TROIS GREVES dans des entreprises importantes, pour les salaires; grève spontanée d'une catégorie de travailleurs placés dans une position clé dans l'usine. Toutes cèdent à la menace du lock-out. Volonté des syndicats de démobiliser les travailleurs. C'est vrai. Mais tout autant, rupture de solidarité parmi les travailleurs et aucun désir de poursuivre la lutte.

ACIERIES d'IMPY (Nièvre) - 3000 ouvriers -

grève totale d'une semaine pour les salaires (réclament une prime de 50 F un minimum mensuel de 600 frs, la parité avec Paris). Reprise du travail après les manifestations classiques (marche à la Préfecture de Nevers) avec 30 F de prime pour janvier et 15 F pour les mois suivants.

LA GUEROLDE (Eure) - usine métallurgique - 220 ouvriers -

Trois semaines de grève - 3% d'augmentation.

DEUX AUTRES GREVES:

dans des secteurs moins importants avec un résultat dérisoire, si on compare aux augmentations accordées sans lutte dans les entreprises de la région parisienne, mais qui ne le sont pas quand on connaît les bas salaires de province.

oooooooo

l'emprise des syndicats

VERS L'INSTITUTIONNALISATION du SYNDICALISME BELGE:
extrait du Monde - 11/2/64 - article de P. de Vos).

En peu de mots, ce texte montre les liens politiques des syndicats leur pouvoir et l'origine de leur pouvoir: institution d'état auquel est concédé un pouvoir économique, de domination sur les travailleurs.

"Depuis la fin de la guerre, l'importance des syndicats s'est affirmée en Belgique, au point que les représentants des classes moyennes et des professions libérales, affirmant qu'à présent les syndicats gouvernent le pays. Un gouvernement belge ne peut vivre vraiment que dans la mesure où les syndicats - étroitement liés aux partis - le lui permettent, qu'à la condition d'obtenir leur "feu vert".

"Plus de 60% des 620.000 salariés belges sont affiliés aux organisations syndicales, ce qui classe la Belgique parmi les nations les plus syndiquées d'Europe. Trois grandes organisations se partagent les suffrages des travailleurs: la Confédération des syndicats chrétiens (C.S.C.) la Fédération Générale du Travail de Belgique (FGTB) et la Confédération Générale des syndicats libéraux de Belgique (CGSLB). Les deux premières sont liées aux deux partis de la majorité, la dernière (quoique d'une façon moins étroite) au Parti pour la liberté et le progrès (P.L.P), l'ancien parti libéral actuellement dans l'opposition.

..."Dans les années à venir, la puissance des syndicats ne cessera de croître en Belgique. L'affiliation des salariés, déjà de plus de 60%, fera probablement un nouveau bond à la suite de l'instauration de la prime syndicale. L'existence d'avantages réservés aux seuls syndiqués a fait l'objet, ces derniers mois, de débats parfois passionnés où les adversaires accusaient les syndicats de porter atteinte à la liberté du travailleur. Mais le mouvement est irréversible; dans les cimenteries dans l'industrie textile et minière, dans les raffineries de pétrole, les syndicats ont conclu des accords aux termes desquels les employeurs accorderont des primes spéciales aux travailleurs syndiqués. Le montant de la prime est équivalent à la cotisation syndicale et parfois il est plus élevé. Ainsi s'affirme l'emprise des organisations aussi bien par le biais de la prime syndicale, que par la prise de responsabilité dans les institutions d'économie sociale (programmation économique et dialogue social au sommet), le syndicalisme belge s'engage chaque jour davantage dans la voie de l'institutionnalisation. "

LES ACCORDS d'ENTREPRISE:

Nous avons à diverses reprises souligné l'importance de ces accords qui, peu à peu, avant qu'une législation intervienne, définissent le rôle nouveau du syndicat dans l'entreprise moderne; non pas tel que les travailleurs l'ont imposé (bien que parfois ces accords soient le résultat de luttes qui sous l'apparence de victoires sont des défaites ouvrières); mais tel que ce rôle est nécessité par le fonctionnement de la grande entreprise au travail divisé à l'extrême et où la bureaucratie domine.

(voir ico Nos 3 et 7 - accords aux Aciéries de Bonpertuis- Isère
N° 14 sur les accords Renault.
N° 20 sur la section syndicale d'entreprise.)

Un coût d'arrêt semblait avoir été porté à ce type d'accord par les luttes chez Neyrpic à Grenoble; mais il correspond trop à une nécessité de la société d'exploitation pour ne pas se développer. Parallèlement un mouvement se dessine, tant dans la bureaucratie économique que dans les directions syndicales ou les "sommités" juridiques pour l'élaboration d'un statut légal auquel ces accords isolés servent de modèle. A travers des livres (Pour une réforme de l'entreprise de Bloch-Lainé) des articles, des "colloques", des déclarations ou motions, un dialogue se poursuit entre dirigeants (et seulement entre dirigeants), pour trouver la forme juridique qui constituera le point d'équilibre des différents intérêts et appétits en présence.

Les travailleurs, eux, ne sont que les sujets de tout cela. A l'occasion, on leur demande de lutter pour "défendre les libertés syndicales".

Les Plastiques de ROUBAIX (1200 salariés)- accord conclu le 11/12/63 par tous les syndicats ouvriers et cadres. A côté de mesures concernant les salaires (mise au mois, rémunération garantie en cas de chômage partiel) qui s'apparentent aux garanties de l'accord Renault, on y trouve deux séries de mesures :

-les unes tendent à renforcer le pouvoir du syndicat dans l'entreprise: reconnaissance du délégué syndical (un pour chacune des quatre organisations signataires) bénéficiant des mêmes protections que celles accordées par la loi aux délégués du personnel. Dans l'entreprise, il y aura donc deux sortes de délégués: ceux dont la place dépendra du syndicat seul, ceux dont la place dépendra en partie des travailleurs (en partie seulement car les candidats délégués restent désignés par les syndicats). Il est bien évident que si syndicats et patrons éprouvent le besoin de créer une catégorie nouvelle de délégués (il y en a déjà deux -les délégués du personnel et les délégués au comité d'entreprise-) c'est que les délégués existant trop près des travailleurs, ne peuvent jouer le rôle économique et social que les structures techniques et économiques de la société d'exploitation requièrent d'eux. Comme complément de cette reconnaissance, indemnisation des congés d'éducation, absences autorisées pour congrès syndicaux, c'est-à-dire tout ce qu'il faut pour que le fonctionnement du syndicat et la formation des bureaucrates soit pris sur le temps de travail. Quelle belle "reconnaissance".

- les autres tendent à intégrer les travailleurs à l'entreprise.

Dans le N° 7 d'ICO, nous avons souligné dans un exemple concret comment on pouvait parvenir à faire dépendre les salaires de "l'intérêt" que les travailleurs portaient non seulement à leur travail mais à la marche générale de l'entreprise. Formule ambiguë et vache s'il en fut pour les salariés, car elle les coince dans l'obligation de "participer" à une gestion bureaucratique où tout est décidé par d'autres. Mais formule dangereuse peut-être pour ses promoteurs - syndicaux et patronaux- : les travailleurs peuvent alors exiger la gestion purement et simplement car la formule leur fera inévitablement toucher le point essentiel de la gestion capitaliste bureaucratique: les choix, les options, c'est-à-dire les décisions. Parmi ces mesures d'intégration: contrat d'intéressement à la productivité et aux résultats, un statut des jeunes pour leur "permettre de mieux s'adapter à leur travail" (sic), des cours pour la promotion du "personnel".

Industrie lainière ROUBAIX-TOURCOING (Nord) 70.000 travailleurs- 350 entreprises.

C'est la gestion paritaire de la "main d'oeuvre" patronat-syndicats, abordant non seulement les problèmes de salaires mais aussi des transformations techniques et des modifications corrélatives des emplois (accord signé par CGT, CFTC, FO) C'est la modification de structure qui est ici à retenir: les patrons d'entreprise perdent leur pouvoir d'autorité patronales en matière de salaires; cette autorité passe à un organisme paritaire (patronat-syndicat) les patrons devront obligatoirement communiquer leurs livres de paie. Les décisions sur les taux de salaires par poste s'imposeront aussi aux patrons.

Mais cela signifie aussi qu'aucun conflit particulier au niveau de l'entreprise ne pourra être résolu par un accord salariés-patrons. Les salariés, comme les patrons se trouveront soumis aux décisions bureaucratiques de cette commission.

D'autres "arrangements" sont envisagés notamment sur l'exercice du mandat syndical dans l'entreprise.

Tant de pouvoir reconnu aux syndicats devraient, pensez-vous, améliorer la condition ouvrière. Il faut croire que l'influence du syndicat (octroyée par le patronat), non seulement passe avant le salaire quotidien des ouvriers, mais surtout permet de garantir au patronat les bassalaires. Après avoir parlé de cet accord, les secrétaires fédéraux CGT, et CFTC du textile ont défini ainsi les conditions de travail:

"...Plus de la moitié des effectifs gagnent moins de 400 Frs par mois, alors que la durée moyenne du travail est de quarante quatre heures par semaine. Parmi les jeunes, qui sont nombreux dans la profession, 20% gagnent moins de 300 F: avec le double abattement de zone et d'âge, les adolescents reçoivent I,II F de l'heure. La main d'oeuvre du textile qui compte 60% de femmes n'est pas organisée syndicalement. L'inspection du travail ferme les yeux ou est impuissante devant le travail de nuit des femmes, l'exploitation des jeunes contraints d'effectuer parfois près de seize heures consécutives, les cadences épuisantes des salaires au rendement, l'absence de libertés syndicales, etc..."

oooooooooooo

notes de lecture

"COMMUNISME ET MARXISME" - Yvon BOURDET - Ed. M.Brient.

Un petit livre de 150 pages. Et, fort heureusement composé d'articles parus dans différentes revues, ce qui en rend la lecture plus facile, car le titre fait penser à quelque traité indigeste. Indigestes sont toutefois un peu trop de mots savants empruntés au jargon philosophique. BOURDET pouvait nous éviter de buter sur de tels mots. Est-ce dû au mérite des traducteurs, mais Marx que l'auteur cite abondamment, n'employait qu'un vocabulaire à la portée de tout le monde. Après cette petite et très fraternelle critique de forme, abordons l'essentiel.

Nous signalerons tout d'abord l'excellente introduction à la lecture de l'Histoire de la Révolution Russe, de Trotsky " Le Parti révolutionnaire et la spontanéité des masses", article publié dans " NCIR & ROUGE ".

Ce qui nous avait particulièrement frappé dans cette Histoire de la Révolution russe (il s'agissait de la première édition, il y a donc bien longtemps de cela) c'était au sujet du rôle du Parti, la contradiction entre ce que l'historien Trotsky racontait et les commentaires dont Trotsky, leader politique, assaisonnait son récit. Ainsi donc, ce fameux parti bolchevik qui nous avait été présenté comme modèle de ce que nous devons créer, s'était trouvé, pendant la période révolutionnaire de février à octobre 1917, à la remorque des ouvriers, et ne s'était remis en selle que sous la houlette d'un ou deux chefs rapportant de leur exil la bonne parole. Ce parti modèle s'était par surcroît presque totalement renouvelé, son appareil, sa vieille garde se soumettant difficilement à une orientation et une activité imposées par la lutte des ouvriers. C'était cela le parti d'avant garde, guide du prolétariat !

Dans son étude, Y. BOURDET, sait magistralement mettre en évidence les contradictions de Trotsky. C'est ce qui nous a fait dire que son travail est une excellente introduction à l'Histoire de la Révolution russe, ce grand mouvement qui ébranla le monde, pour reprendre l'expression de John Reed.

D'autre part, cette étude donne à Y. BOURDET l'occasion de donner de près l'analyse du mécanisme de la "spontanéité des masses", ainsi que de l'éclosion et la rentrée dans le rang de "dirigeants" de base, souvent anonymes, qui à aucun moment, ne sont séparés de l'ensemble.

Un autre article de Y. BOURDET, paru dans "SOCIALISME OU BARBARIE" concerne le livre de Djilas "La nouvelle classe dirigeante". Nous sommes pleinement d'accord avec Bourdet: ce livre n'apporte pas grand'chose de nouveau sur ce qu'est cette nouvelle classe dirigeante de Russie et encore moins sur celle de Yougoslavie. Djilas se contente surtout de dénigrer le marxisme et le communisme, non pas en tant que révolutionnaire, mais en parfait social-démocrate. Comme le constate Bourdet, c'est là un "phénomène curieux qui concerne un certain nombre d'intellectuels et de dirigeants staliniens en rupture de ban". Mais y a-t-il vraiment lieu de s'étonner quand on sait ce qu'est le stalinisme? En résumé, deux critiques de livres - Inégales en intérêt et pour cause: l'Histoire de la Révolution russe est un grand livre, celui de Djilas, rien de rien.

Une étude d'une trentaine de pages est consacrée à "Marx et l'Anarchisme". Elle avait été publiée dans "NOIR & ROUGE" de novembre 1961. BOURDET pose lui-même la question de l'utilité de son travail et y répond difficilement. En fait, si pour certains d'entre nous, les vieux notamment, le travail qu'a fait Bourdet présente encore un intérêt certain, qu'en est-il pour les plus jeunes, et qu'en sera-t-il pour la génération qui prend la relève?

"Marx postule une sorte d'harmonie entre l'épanouissement de la société et celui de l'individu. Ils sont condition l'un de l'autre". (p.87)

"Le salut ne se trouve ni dans le sacrifice de l'individu au profit de la société, ni dans un épanouissement de l'individualité hors de la société ou contre la société". (même page).

Amour de la liberté, développement de l'individu au sein de la société ces préoccupations inspirent toute l'œuvre de Marx, ainsi qu'on peut en faire la démonstration de toutes les formes d'aliénation. Et Bourdet nous cite beaucoup de textes pour nous le prouver. Rappelons qu'il s'adressait à des lecteurs anarchistes.

Ajoutons, pour notre part, que sans cet aspect, ou plutôt ce réel contenu libertaire et libérateur, les écrits de Marx n'auraient jamais acquis la sympathie de tant de prolétaires qui ignorèrent ses traités d'économiste.

Deux autres articles de Bourdet, "Le Néo-révisionnisme" et "Démocratie, classe et parti", ainsi que son "avant-propos" peuvent être groupés. Ils traitent en effet du marxisme en général et de son utilité actuelle. Nous avions l'intention non seulement de rendre compte de ces textes, mais d'esquisser une réponse. C'est alors que nous avons reçu le numéro de "Socialisme ou Barbarie" (janvier-mars 1964). L'éditorial fracassant de cette revue nous a pratiquement coupé à l'herbe sous le pied. C'est, et à notre avis, très solidement, le problème de départ, tant du marxisme est posé. Déjà des réponses s'impriment (voir "Pouvoir Ouvrier" n° de février). Le débat est ouvert que Bourdet n'avait qu'entreouvert. Nous ne pouvons qu'applaudir à cette grande remise en question qui débute. Il ne s'agit pas de renier, mais d'un sérieux pas en avant. Le plus difficile pour les révolutionnaires est souvent de se libérer des maîtres à penser que nous nous sommes choisis.

Il nous faut tout de même formuler notre opinion sur quelques problèmes traités par Bourdet. Dans le "Néo-Révisionnisme" l'auteur malmène les rédacteurs d'Arguments qui parlent, eux aussi, de dépasser le marxisme, mais sans apporter quoi que ce soit de constructif. Nous n'avons pas lu un seul numéro d'Arguments. Sa critique

nous semble s'adresser à des dilettantes et nous ne pouvons que l'approuver. Mais pour nous, qui avons vécu activement un demi-siècle d'événements importants, l'idée de la nécessité du dépassement du marxisme, comme des diverses théories anarchistes et syndicalistes, nous était devenue peu à peu familière, parce que nous ne pouvions plus y puiser assez d'enseignements pour comprendre, penser, et réaliser notre lutte. Nous dûmes nous limiter à analyser les faits nouveaux et agir en fonction de ces faits, en espérant que la théorie se construirait au fur et à mesure. Mais en ce domaine, reconnaissons que notre génération (ceux qui atteignent ou dépassent la soixantaine) n'a su, ni enrichir et continuer le marxisme ni le dépasser. Il y a eu cassure. Depuis Rosa Luxembourg et les Spartakistes, depuis Gorter, Pannekoek, et les Communistes de Conseils, rien que de partiel n'a été écrit qui puisse réellement permettre au marxisme de survivre. Mijoter dans l'orthodoxie comme s'y sont un peu trop longtemps complus nos camarades hollandais, nous a toujours paru stérilisant dans une période où les événements nous dépassaient, et par leur ampleur et par leur rythme et par leur nouveauté.

Nous ne sommes donc pas effrayés par l'éditorial de "Socialisme ou Barbarie". C'est une discussion qui commence pour le plus grand bien de tous ceux qui veulent comprendre et rester dans le coup.

Les études d'Y. BOURDET soulèvent également beaucoup d'autres questions intéressantes. Prenons l'une d'entre elles par exemple. En conclusion de l'article "Démocratie, classe et parti", BOURDET écrit:

" La notion d'avant-garde ne serait-elle pas profondément anti-marxiste?"
(page 124).

Qu'elle soit anti-marxiste ou pas, peu importe. Ce qui compte avant tout, c'est que cette notion peut en effet contenir en elle le germe du parti dirigeant. Et puis n'est-elle pas déjà une séparation d'avec la masse?

Que vaut par ailleurs ce qualificatif d'avant-garde lorsqu'on constate que dans tous les groupes qui se disent tels, nous rencontrons des conservateurs acharnés à préserver les textes sacrés? Qu'ont donc fait les prétendues avant-garde dans les révolutions russe et espagnole pour ne citer que deux exemples? Empêtrés dans leurs idéologies, elles ont freiné, canalisé, ou brisé, l'activité créatrice des masses.

Certes, partis, tendances, groupes et groupuscules existent et interviennent dans tout grand mouvement. L'essentiel serait qu'ils puissent trouver leur dénominateur commun dans les organisations unitaires de base, tels que comités, soviets ou conseils, et qu'ils ne supplantent pas ceux-ci ni ne leur imposent des schémas bien forcément élaborés sur des expériences passées, sinon périmées. L'initiative des masses en lutte est autrement créatrice et sait rapidement choisir dans l'arsenal ancien ce qui lui est utile, tout en forgeant ce qu'il lui faut de nouveau.

En conclusion, le petit livre d'Yvon BOURDET va être utile à tous ceux qui s'intéressent à une nécessaire révision des doctrines révolutionnaires. Nous avons tous besoin d'un ensemble cohérent de pensées et de connaissances. Mais n'oublions pas que notre effort de libération n'est pas seulement conditionné par le fait de posséder une idéologie, qu'elle soit marxiste, anarchiste, syndicaliste, ou plus à la page. Nous ne luttons pas pour être fidèles à Marx, Bakounine, Lénine, ou Proudhon. Ces maîtres à penser nous ont aidé certes. Nous puiserons toujours dans leur oeuvre. Mais c'est dans et par notre lutte que nous avancerons si nous savons la penser nous-mêmes. Et dans cette lutte à laquelle nous sommes acculés collectivement, tant qu'existeront des régimes d'exploitation, il n'est point de refuge, ni dans un dilettantisme d'hommes de bonne volonté, ni dans un individualisme rétrograde et égoïste, ni dans un réformisme de résignation. Il faut se battre. Essayons de le faire intelligemment, à court terme comme en vue de l'avenir.

dans le monde

JAPON :

Zenshin (en avant) est l'édition internationale du Comité National de la Ligue communiste révolutionnaire Japonaise. (Zenshinsha I-50- Ikebukuro-higashi-Toshima-ka - Tokyo - en anglais).

Le bulletin porte en devise " A bas l'impérialisme, à bas le stalinisme travailleurs de tous les pays, unissez-vous ".

Ce mouvement est engagé dans la lutte contre les armements atomiques, quelle que soit leur origine : c'est ainsi qu'en septembre et octobre des manifestations furent organisées contre les conversations entre le Japon et la Corée, contre la bombe atomique chinoise et contre l'explosion française à Tahiti.

Mais cette lutte n'est pas séparée de celle des travailleurs. Autour de ce mouvement, sont groupés environ 25 bulletins dont une dizaine émanent de comités ouvriers autonomes de différentes professions (postiers, cheminots, enseignants, électricité, métallos, construction navale, ...).

Nous donnons ci-après des extraits tirés de Zenshin qui montrent que les luttes se déroulent au Japon dans les mêmes conditions qu'ici même. Les travailleurs de tous pays peuvent donc se retrouver et les liaisons internationales ne peuvent que renforcer notre propre lutte.

D'un travailleur des chantiers navals: "nous devons faire face à une violente attaque des capitalistes de la construction navale: ils sont fiers de la position mondiale de leur industrie et veulent la développer pour l'exportation. Ils ont l'intention de virer tous les militants ouvriers des usines pour parvenir à leur but à l'aide des dirigeants syndicaux aux ordres du Parti social démocrate.

"Depuis l'an passé, ils ont réussi à mettre la main sur la direction de deux ou trois grands syndicats de la construction navale. Actuellement, un seul syndicat sur trois est resté entre les mains de "l'aile gauche" social-démocrate. La lutte pour l'augmentation du salaire annuel fut menée dans cette situation? Au cours de la lutte déclenchée par les trois syndicats, le comité exécutif central des deux syndicats contrôlés par le parti social-démocrate, abandonne la lutte séparément, acceptant les propositions patronales.

"Les travailleurs affiliés à l'un de ces syndicats, au cours d'un meeting votèrent contre la décision du comité exécutif. Plusieurs ateliers de Yokohama firent de même et demandèrent le renvoi du Comité exécutif. En dépit de l'accord passé par deux des syndicats, le troisième syndicat décida de continuer la lutte: c'était naturellement le résultat de la pression des travailleurs de la base.

"Spécialement à Nagasaki, ceux qui s'étaient distingués dans la lutte contre la fabrication d'armes nucléaires et dans le soutien aux travailleurs temporaires la plupart des meetings d'atelier décidèrent de continuer.

"Une des résolutions disait: " Entre notre demande pour des salaires plus élevés et l'intention de la direction de ne pas en tenir compte, il y a un antagonisme total. Nous savons bien que notre demande ne pourra pas être satisfaite sans que nous luttions nous-mêmes. Nous combattons jusqu'au bout ".

"Cette résolution fut transmise à d'autres ateliers et en peu de jours, des motions semblables furent adoptées dans d'autres usines; elle fut finalement soutenue par 4000 ouvriers sur les 12.000 des chantiers de Nagasaki, principalement ceux des plus importants.

"Pendant toute la lutte, un groupe indépendant de militants, d'atelier, organisé contre les partis communiste, socialiste, et social-démocrate et contre le syndicat, développa son activité.

Un tract du groupe disait:

"Il est vrai qu'on ne peut pas compter sur les chefs, mais nous ne devons pas abandonner la lutte. Au contraire, nous devons nous lever pour lutter en ordre, pour défendre notre propre intérêt. Cessons de dépendre des chefs. Il est temps pour nous de retirer notre pouvoir des mains des chefs syndicaux. "

Cela, sans aucun doute, encouragea les travailleurs de la base à poursuivre la lutte eux-mêmes.

Le 17 avril, la grève dura 48 heures, alors que les chefs n'avaient prévu qu'une grève d'une demi-journée. Après cette grève pourtant, le comité central exécutif des deux syndicats décida d'accepter les nouvelles propositions patronales et d'arrêter la lutte.

Le parti communiste, qui mêla ses votes à ceux du parti social-démocrate pour faire adopter les propositions patronales, déclara que nous ne devons pas nous risquer à une lutte difficile.

A la suite de cet accord, les dirigeants du troisième syndicat à leur tour mirent fin à la grève. Ainsi la lutte des ouvriers syndiqués à cette centrale finit aussi par une simple décision des dirigeants syndicaux.

Il apparaît clairement que le parti communiste coopéra avec le parti social démocrate en intervenant dans la lutte des travailleurs de la base.

En ce sens, on pourrait noter que l'an passé quand nous allions nous mettre en grève, le parti communiste (de même que la direction) s'y opposa en disant: " Nous construisons en ce moment des pétroliers pour la Russie. Nous ne devons pas nous mettre en grève, pour ne pas contrarier le plan socialiste ".

Le numéro de Zenshin contient des articles sur:

- la lutte contre la guerre au Japon.
- le conflit russo-chinois et le prolétariat.
- reports d'usines (chemins de fer, postes, construction électrique, chantiers navals).

AFRIQUE DU SUD:

"Dans une ferme-prison" - extrait de la brochure "Les Brutes"
Comité Anti-Apartheid .

"Une fois, j'ai vu un garde-chiourme se jeter sur un travailleur qui est tombé à terre, et s'est évanoui sous les coups. Juiaka (le garde-chiourme) a uriné dans la bouche de cet homme pendant qu'il était inconscient. Une autre fois un garde-chiourme s'est jeté sur un travailleur qui est tombé et s'est évanoui; Juiaka a encore uriné dans sa bouche. M. Potgieter a assisté à ces deux incidents. "

"Ceci est un extrait du témoignage de Aaron Chuma. Il a été arrêté pour avoir enfreint les lois sur les "passes", s'étant trouvé dans la région de Johannesburg sans permission. Les "passes" sont des sortes de livret individuel de 90 pages sur lesquels doivent être consignés: les permis de séjour dans les villes, les certificats d'embauche, à faire signer par l'employeur tous les mois, les récépissés d'impôts, etc.. Interdiction absolue de s'en séparer même chez soi.

"Bien qu'ayant un emploi dans la ville, Chuma n'avait pas reçu la permission d'y habiter. Au commissariat de police, on lui dit qu'il devait aller

"travailler dans une ferme. Par la suite, il fut "vendu " à M.Potgieter, un fermier du Transvaal. Il s'enfuit au bout de cinq jours.

"Ce procédé pour se procurer de la main-d'oeuvre agricole est une institution gouvernementale. Le gouvernement nationaliste obtient la majorité de ses votes dans les régions rurales: c'est pourquoi il doit satisfaire les fermiers: une main d'oeuvre à bon marché est une nécessité. La plupart des travailleurs sont des jeunes hommes et des jeunes gens arrêtés pour avoir enfreint les lois sur les "passes" et qui ne peuvent payer l'amende - la plus petite est de trois livres, ce qui représente une grande partie, très souvent plus de la moitié, du salaire mensuel moyen d'un travailleur africain- ou à qui on ne donne pas la possibilité de payer une amende et qu'on envoie comme travailleur forcé dans les fermes. On leur promet un salaire de trois livres par mois.

"Les conditions dans lesquelles certains de ces fermiers obligent leurs travailleurs à vivre sont décrites par Georges Dube dans son témoignage: " La maison dans laquelle nous étions obligés de dormir ressemblait à une prison et était si sale qu'il est difficile de la décrire. Le sol était jonché d'ordures. Un tonneau coupé en deux servait de lavabo à tous les ouvriers, soixante environ. Nous mangions et nous dormions dans la même pièce; cela sentait mauvais. Nous dormions entassés les uns sur les autres, avec des couvertures pleines de vermines et couvertes de taches de sang. Elles ne furent jamais ni lavées ni aérées pendant le temps où j'y étais. Nous dormions sur un sol de ciment; nous avons le droit de boire de l'eau seulement en revenant des champs le soir et avant de partir au travail le matin. Il y avait une telle lutte pour l'eau le soir, car nous n'avions que deux cents litres, que bien des soirs on ne pouvait pas boire; il n'était pas question de pouvoir se laver ".

"Josiah Noko a travaillé quatre mois pour Potgieter. Il n'a reçu aucun argent. Les habits des travailleurs leur sont enlevés et on leur donne un sac, où on découpe des trous pour la tête et les bras. Ils sont enfermés quand ils ne travaillent pas ".

ETATS-UNIS:

Depuis plusieurs mois, les cheminots d'une ligne de Floride sont en grève, paralysant les activités de la base de Cap-Kennedy. La violence de la lutte est attestée par une explosion qui a provoqué le déraillement d'un train de marchandises dont les 33 wagons sont allés s'écraser dans le lit d'une rivière.

" Les mineurs du Kentucky sont toujours en grève depuis plus d'un an. Il y a eu des enfants qui en sont morts de faim. Il y a très peu d'informations à ce propos. Des étudiants ont organisé une collecte et sont partis en caravane pour le Kentucky " (extrait d'une lettre des USA parue dans NOIR ET ROUGE N° 26 - sur la grève du Kentucky voir IOO N° 17 et Pouvoir Ouvrier N° 51).

Pendant quelques jours les dockers américains, à l'appel du syndicat des dockers ont refusé de charger le blé américain destiné à la Russie. D'après des accords antérieurs, toute exportation américaine doit être chargée à 50% sur des bateaux américains. Protection de l'impérialisme américain sous couvert de la protection des marins et dockers américains. Mais pour le blé destiné aux Russes, il n'y avait pas assez de bateaux américains. D'où entorse aux contrats et action des syndicats qui apparaît bien politique si l'on en juge la résolution de l'AIL-CIO:

"Cette résolution déclare qu'il est "superficiel et stupide de la part des Etats-Unis d'interdire le commerce avec des satellites entièrement dépendants de l'URSS, comme CUBA, tout en alimentant et en renforçant l'économie de l'URSS elle-même ". (Monde-18/2/64)

Tout s'est arrangé en quelques jours.

On peut toujours comparer avec le Kentucky ou la Floride . . Et penser que les dockers auraient pu faire grève pour qu'un peu des surplus agricoles américains aillent aux mineurs et à la masse des 5 ou 6 millions de chômeurs....

BELGIQUE:

25 mineurs de Marcinelle (la plupart italiens) en occupant quelques jours le puits du Bois du Cazier ont réussi à faire annuler la décision de fermeture du puits, qui n'était pourtant plus exploité qu'au profit des familles des victimes de la catastrophe de 1956 (262 morts).

GRANDE-BRETAGNE:

Il est très avisé pour un étudiant qui a quelque expérience préalable dans l'industrie d'employer les quelques jours de liberté de Noël, à la poste. Les dirigeants des postes ne sont pas fous; ils savent qu'ils peuvent tirer le plus possible de ces étudiants et les employer comme femmes de ménage pour la plupart, ils n'ont pas de connaissance des syndicats ou de quelque organisation de solidarité. De plus, les dirigeants peuvent être sûrs que plus il y aura de travailleurs occasionnels, moins il y aura de crainte de troubles qui pourraient gagner un autre syndicat, pour de multiples raisons pouvant être prises en considération, en raison de la nouvelle année.

Il m'apparaît que la direction semble ignorante de sa plus grande arme. Dès l'instant que vous entrez au Ministère, le bâtiment le plus sombre et le plus laid de la Cité, vous sentez qu'"ils" ne veulent pas réellement vous connaître personnellement. En fait, l'impression est qu'"ils" vous font une faveur de vous embaucher pour le travail avant Noël. C'était un immense immeuble anonyme qui ne s'inquiétait pas de la poste et ne faisait pas la plus petite allusion au bien être des employés. Quand finalement vous trouvez votre affectation vous êtes tenus de prêter serment et signer, sans même lire le contenu desdits actes, on vous donne un paquet de cartes et vous êtes tenu d'en faire un rapport. Aucune mention n'est faite du pourcentage de salaire à moins que vous ne le demandiez, rien sur les pauses, rien sur aucune chose en réalité. Aucun renseignement n'avait été demandé, seulement quelques formalités de détail renseignant sur votre passé, si vous n'avez pas eu de procès criminel et demande également de deux témoins, personne d'âge mûr ou de condition ayant des responsabilités (par exemple prêtre, chef, magistrat) qui vous connaissent depuis deux ans. Vous apprenez que la voie est rude pour chaque chose; il n'y a pas d'information volontaire. Si vous demandez vraiment à travailler en heures supplémentaires, vous ne trouverez aucune mention du tarif de ces heures. Et pas de prodiges: bientôt vous vous rendrez compte que vous êtes intégré. Les tarifs de paye feront rire par l'absence de sentiments de dignité syndicale. Hommes et femmes au-dessus de 21 ans gagnent 4 sh 7 1/2 d. (3.30 frs environ) de l'heure, mais si vous n'avez que 20 ans seulement (et beaucoup d'étudiants sont souvent plus jeunes, je suppose) vous gagnez 3s 8 1/2 d (2.50 environ) pour un travail identique. Vous découvrirez éventuellement par de persistantes questions qu'il en est d'une manière différente pour les employés réguliers, vous avez été embauchés en heures supplémentaires au tarif normal desdites heures - bel idéal ! Ce salaire est le même pour les samedis, mais le dimanche est compté une fois et demi en plus pour une journée normale de huit heures. Aussi pour les heures supplémentaires du dimanche, un de mes amis (un communiste, le seul militant de l'endroit) demanda à plusieurs reprises aux deux inspecteurs et surveillants et fit plusieurs visites au service des salaires qui était toujours incapable de trouver le tarif.

La situation au sujet du casse-croûte (pause) était tout aussi mauvaise. Nous commençons le travail à 6 heures du matin, notre équipe (à noter:

l'équipe de nuit est payée la même chose et traitée de la même façon que l'équipe de jour) a 10 minutes pour déjeuner à 8 heures, puis travaille ferme jusqu'à 12 heures ensuite nous avons 40 minutes d'arrêt pour le déjeuner de midi, avant de reprendre jusqu'à 2 heures de l'après-midi. Le déjeuner de midi était déconcertant et quelques personnes étaient surmenées par ces quatre heures sans aucun repos du petit déjeuner au lunch. Je suis sûr que cela était enfreindre les décrets du travail, dont les copies l'auraient peut-être montré, je crois, mais n'y étaient pas -pour des raisons évidentes. Il n'était pas très facile de se plaindre sur un point particulier, puisque nous débutions avec un salaire pour 7 heures 1/2 de travail, au lieu de 7 heures 10 minutes. Ceux qui travaillaient en heures supplémentaires avaient de la chance -ils allaient seulement au déjeuner de l'après-midi, mais s'ils faisaient trois heures à la suite. Ceux d'entre nous qui une fois, restaient seulement deux heures trouvèrent cela un peu dur - plus tard. C'est le genre de ruses auxquelles vous pouvez vous attendre d'un quelconque employeur capitaliste de travail occasionnel, mais ils sont bien incapables de s'occuper de nationaliser l'industrie.

Le principal de Bristol triant à la poste a quatre tours, une à chaque coin de la pièce, plus une tour centrale construite au-dessus de la direction administrative, qui domine l'ensemble de la surface de sortie. J'ai découvert, par hasard, que ces tours étaient des pièces d'observation appropriées avec un chemin fait de glaces, duquel un groupe d'espions sûrs, probablement scrutait les mauvais travailleurs sur lesquels on ne pouvait compter. Si ceux-ci sont typiquement des hommes de sécurité ils seront probablement plus intéressés aux résultats justifiant leur propre existence que de veiller sur les intérêts réels de la société; aussi au bas mot, les travailleurs devraient être prévenus de leur présence et, s'ils appréhendaient, devraient se prémunir contre eux et se faire représenter légalement avant qu'aucune action ne soit entreprise. Aucun cas de ce genre ne s'est-il déjà produit? Aucun encore, à notre connaissance. J'ai entendu dire que quatre personnes avaient été "appelées" durant les quelques jours précédant Noël pour vols de colis. Ils ont été renvoyés sur le champ autant que je m'en souviens. Que peut-on faire contre des injustices? Comme d'habitude il était plus facile de ne rien dire. Les inspecteurs, je les ai vus, venaient faire un tour, normalement, ne donnant pas l'impression de surveiller, mais "officieusement" prenaient un thé au milieu de la matinée; bien entendu vous ne pouviez pas le leur dire, et rien ne disait qu'il ne leur était pas possible de faire durer leur repas une demi-heure ou une heure. Protester aurait été impopulaire et risqué de perdre la chance de ces extras, et n'obtenir que les plus mauvais travaux, aussi, très probablement. Et puis c'était la nouvelle année. Un de mes amis avait protesté au sujet des casse-croûtes de l'année dernière et cela avait eu pour résultat de ne pas obtenir de travail cette année, bien que sa femme, qui fut affectée en même temps, était embauchée. En effet, le GPO connaît très bien son affaire, il emploie un personnel extrêmement vulnérable et aussi des groupes de personnes qui ont absolument besoin d'argent; et ils les exploitent largement. Ils réussissent à obtenir des gens qui travaillent davantage (16 heures) pour 5 sh. de l'heure, et le jour même de Noël pour 6 sh. aussi pourquoi s'inquiéteraient-ils?

Hormis le travail à bon marché pour tous les travailleurs en dernier recours, je suggère qu'un effort puisse être fait par les syndicalistes pour informer les étudiants et les femmes de ménage, avec la volonté de s'opposer aux mauvaises conditions imposées à la Post-Office et ailleurs. Les grèves sont illégales au GPO et un coup de filet produirait un chaos. Beaucoup de membres du SWF (Syndicalist Workers Federation) regarde de travers l'étudiant typique et en dernier lieu son bien être est sa propre affaire. Qui y pourrait quelque chose?

correspondance

D'un camarade des Vosges:

Si nous citons cette lettre, ce n'est ni pour l'amusement des lecteurs d'ICO, ni pour remplir les colonnes. Les idées développées ici, sous une forme extrême on les rencontre assez souvent chez des camarades de différentes tendances, aussi bien chez ceux qui se retirent dans un "superbe isolement" plein de mépris, que chez ceux qui occupent des postes dans les appareils syndicaux ou politiques, et jugent la passivité des travailleurs devant leurs mots d'ordre intéressés avec le dédain d'être supérieurs.

Si des camarades inclinent à penser ainsi, nous leur conseillons de lire le dernier numéro de NOIR ET ROUGE (N° 26) des pages 37 à 40 exactement la réponse non seulement à cette lettre, mais à une mentalité que nous ne rencontrons que trop souvent.

"J'ai longtemps remis pour répondre à vos envois de mensuels, car je voulais à tout prix m'exclure de la masse d'abrutis, de jobards, qui verse inconsciemment leur obole aux PTT par l'intermédiaire de jeux radiophoniques, / carte à Louison ou à Tino, coups de téléphone au sujet de la question assurance automobile, etc...

"A présent la masse est conditionnée par le risque de cancer !! radio, presse, télé, ... Nous savons bien que le fumeur qui réussit à s'abstenir, se jette automatiquement sur la nourriture ...

"Ne croyant plus à rien, ni en rien, sauf en l'évidence, le seul service que vous puissiez me rendre c'est de me faire parvenir un exemplaire de la "déclaration des droits de l'Homme" de bienheureuse mémoire d'école primaire (les hommes naissent libres et égaux)

"Je ne tiens pas à recevoir une pièce revue et corrigée où les virgules sont déplacées, où les synonymes prennent la place de la pureté originelle.

"Où Gandhi-vérité, et Jésus, légende-piège ont échoué, vous échouerez pareillement, hormis le fait que par votre mensuel et ses frères, les pouvoirs préfectoraux ont fiché avec plus de certitude les indécis bons à surveiller directement. Il est incontestable que, en nos régimes policiers, tout ce qui paraît en fait d'informations écrites ou parlées ne peut se faire qu'avec l'autorisation des pouvoirs supérieurs.

"Je connais des êtres propres et candides jusqu'à la naïveté qui gagnent 300 Frs par mois pour jouir béatement des bienfaits de notre civilisation, du "progrès pour le mieux être de l'individu". (lequel ???)

"Par contre, une ordure au langage fleuri et amoulu, subtilement épaulé par l'évêché, mais placé par le populaire à des postes de direction (syndicat, commerce technicité, responsabilité, caisse allocation,) doit se satisfaire de ses 2000 f par mois. Seule, et à tous les échelons, la prostitution paye. A part cela, les yé-yé, la croupe à Bardot, le tour de France, toutes les formes de spectacles se portent très bien et font recette. Sur le plan spirituel, la qualité artistique de ce qu'on offre au populaire est incontestablement la médiocrité dans sa splendeur. Le public en redemande en veut absolument. Le populaire n'est bon qu'à être dirigé puisqu'il refuse à saisir le sens des mots: dignité, noblesse, fierté. Incapable d'être des Hommes, indigne de respect. Biffez mon nom de votre liste de destinataires . "

Réponse à ce camarade:

Comme tu le demande, nous cesserons de t'envoyer notre bulletin.

Mais nous publierons ta lettre en soulignant que la violence du ton est celle de tous ceux qui continuent à croire dans une autre société, sans vouloir l'avouer. Il est trop facile de se retrancher ainsi dans un superbe isolement et de jouer les hommes supérieurs, l'élite morale vis à vis de la "masse d'abrutis". Et tu appelles le chatiment divin contre un monde qui te dépasse et que tu n'essaie plus de comprendre, exactement comme ces chrétiens qui appellent sur le monde des incroyants les foudres de Sodome et Gomorrhe.

Pour nous, nous ne nous pensons pas des surhommes et nous ne croyons pas détenir la vérité, nous ne refusons pas de vivre dans cette société (toi non plus d'ailleurs puisque tu écris) nous luttons de toutes nos forces contre les injustices que nous rencontrons, nous aidons les autres à lutter. Seulement, nous n'en faisons pas un chapitre de notre petite personne, mais seulement un maillon du mouvement d'émancipation des exploités, par eux-mêmes. "

algérie

ALGERIE:

A la suite des deux lettres publiées dans le N° 25 et d'une brève réponse figurent dans le N° 26, nous avons fait quelques mises au point et reçu d'autres réponses. C'est ce dossier que nous publions intégralement, malgré sa longueur. Si le débat s'élargissait, nous envisagerions une brochure centrée sur les comités de gestion.

Réponse à la lettre d'un camarade de Paris: (lettre citée dans le N°26)

"Ces deux camarades ont sur nous l'avantage d'être sur place, et d'avoir ainsi connaissance de faits concrets qui, ou ne nous parviennent pas, ou ne nous parviennent qu'à travers la déformation des propagandes, des justifications, de l'idéologie de celui qui les transmet. Nous n'avons pas d'ailleurs la présomption de prétendre échapper (pas plus que nos correspondants) à ces déformations; nous essayons de les limiter par la confrontation, la discussion critique.

"Tu nous dis lire "avec consternation" le passage incriminé et tu ajoutes qu'il est "contre-révolutionnaire". Un fait est exact ou inexact, sa constatation ne nous paraît pas devoir être qualifiée de "révolutionnaire" ou de "contre-révolutionnaire". Si des Algériens pensent ainsi actuellement, et le disent pourquoi le dissimuler? Il vaut mieux tenter de l'expliquer, c'est ce qu'essayait de faire la lettre en question. Quant à l'exactitude de ces faits, nous n'en sommes pas juges; nous avons envoyé ta lettre à notre correspondant qui y répondra sur ce point. Toutefois, nous pouvons te dire que nous avons reçu une lettre d'un autre correspondant dans une autre région, qui constate une situation semblable; tu trouveras cette lettre avec la présente réponse dans le présent numéro d'ICO.

"Ta dernière phrase lapidaire "révolutionnaires en France, contre-révolutionnaires en Algérie. Comment comprendre? " nous surprend? Nous ne sommes pas plus révolutionnaires en France que nous pouvons l'être en Algérie. Cela n'a pas de sens pour nous. Ou bien les travailleurs sont révolutionnaires -et nous le sommes avec eux. Ou bien ils ne sont pas révolutionnaires et nous ne pouvons l'être pour eux. Par rapport à l'Algérie, cela n'aurait de sens que si nous étions algériens; nous ne pouvons qu'essayer de comprendre ce qui s'y passe.

"Reste l'essentiel, les comités de gestion. Nous n'avons aucun préjugé ni aucune indulgence pour ce que l'on essaie de faire en Algérie sous ce nom. Il y a déjà eu de par le monde tant de mystifications sous l'étiquette "conseils ouvriers" ou "gestion ouvrière" que nous gardons une tête froide et critique en regard de ce qui est en Algérie une construction du pouvoir d'Etat. Nous ne venons pas de pleurs sur les colons (pas plus que notre correspondant -relis bien toute sa lettre); mais nous ne pavoisons pas non plus parce que l'on sort le mot magique "comités de gestion". Au contraire, à partir du moment où l'on nous en parle, nous nous posons les questions

suivantes:

- ces comités sont-ils une création spontanée des travailleurs ou une création autoritaire du pouvoir d'Etat?
- leur existence (même venant d'en haut) pose le problème d'une dualité de pouvoir donc d'un conflit ouvert ou latent: ou bien les comités détiennent ou revendiquent une partie du pouvoir social (ou sa totalité sans en être d'ailleurs conscients, à travers des problèmes concrets de gestion) ce qui pose les termes d'un conflit, ou bien les comités sont totalement soumis au pouvoir central et alors de simples organes de gestion bureaucratiques. (nous pensons que la situation actuelle en Algérie ne tient pas dans l'un ou l'autre de ces termes, mais à travers des conflits entre la base et le sommet évolue vers le second terme).

- comment en Algérie s'expriment les revendications des deux classes distinctes: ouvriers d'une part, paysans de l'autre, soit directement, soit à travers des organismes officiels (comités de gestion par exemple) revendication dirigée contre une classe dirigeante en formation (bureaucratie ou bourgeoisie). Les détenteurs actuels du pouvoir sont d'ailleurs contraints, pour garder leur place de dirigeants d'être réalistes tant à l'égard de la base (d'où l'aspect "révolutionnaire") qu'à l'égard de la France qui reste la puissance capitaliste dominante.

Il est possible que les informations fragmentaires que nous pouvons posséder ne nous permettent pas de répondre par des faits précis aux questions que nous pouvons ainsi nous poser. Mais ils nous donnent tout de même le sens d'une réponse ".

Réponse de ce camarade:

"Je réponds brièvement à vos questions:

1) les comités de gestion ont été une création spontanée (cf. article de Rousset, dans le Figaro Littéraire au printemps, et dans France-Observateur, fin novembre).

L'Etat s'est borné à les institutionnaliser par les décrets de mars 1963 (d'inspiration largement libertaire).

2) oui, il y a conflit latent, parfois ouvert entre la bureaucratie et l'autogestion (voir art. de Daniel Guérin dans France-Observateur du 19 décembre. "L'autogestion menacée?" Mais il n'est pas certain que la situation évolue vers la bureaucratisation de l'autogestion (2 victoires de l'autogestion: a) le congrès des fellahs de fin octobre 1963; b) l'arbitrage tout récent de Ben Bella en faveur d'une distribution de bénéfices en fin d'exercice aux autogestionnaires (contre les vœux de la bureaucratie et de son appendice l'UGTA).

3) les revendications des autogestionnaires s'expriment vigoureusement à travers des organismes non "officiels": les assemblées générales des travailleurs, les comités de gestion, les congrès de l'autogestion. Il n'y a pas contradiction entre l'autogestion et les ménagements envers la France, les nationalisations étant irréversibles, le gouvernement français n'a aucune préférence pour telle ou telle forme de gestion. Il s'intéresse au pétrole, ce qui est un tout autre problème.

"Notre devoir est de soutenir l'autogestion et ses défenseurs (Harbi, de Révolution Africaine, journal à lire attentivement) contre ses torpilleurs bureaucratiques. "

Lettre d'un camarade de l'Est algérien:

"Les propos du camarade sur la Kabylie pourraient tout aussi bien être appliqués à l'est algérien. Un fait à signaler: la population redoute les médecins bulgares, ceux-ci ne parlant ni français, ni arabe, les difficultés surgissent d'emblée Beaucoup disent "qu'ils" n'y connaissent rien. Je ne m'aventurerai pas trop sur ce terrain

Toutefois, la soeur d'un ami est morte pour ...erreur de diagnostic. A Souk-Arhas, nous avons visité l'hôpital et en particulier la pièce de réception d'un médecin bulgare, la propreté était plutôt douteuse, de même pour le service maternité.

"Ici aussi les prix augmentent, depuis août, assez rapidement. Nous apprécions tout particulièrement la taxe de 30% sur le porc ! - l'alcool devient inabordable. Paradoxalement, des produits importés comme le beurre pasteurisé de Normandie (Bel, etc..) ne coûtent que 760 Frs le kilo. Une idée de "l'organisation" de leur socialisme: les bananes coûtent environ 250 Frs le kg. (le fruit le plus cher) pourquoi? Elles viennent de Marseille ! Le manque d'huile, de sucre, etc.. ne s'est pas fait sentir dans la région. Soul, le café a manqué quelque temps. Lundi s'est ouvert à Constantine, le procès des trafiquants, premier grand procès de l'Algérie socialiste. Les auteurs sont accusés de détournements de fonds (plusieurs centaines de millions) effectués sur des livraisons à l'hôpital. J'ai lu sur "Au Nasr" journal gouvernemental, le compte-rendu d'audience de la première journée. J'en ai retenu que les accusés se plaignent d'avoir été torturés. La police nie ! Les accusés nient aussi leur forfait. La défense paraît "libre". Un avocat a déclaré " nous connaissons les méthodes de votre police"... Je crois qu'il aurait dû dire : "nous connaissons la police".

Lettre d'un camarade d'Algérie:

"Vous venez d'ouvrir un dossier et un débat sur la réalité algérienne.

"Et c'est avec deux lettres qui, il faut le constater, contiennent déjà des contradictions. Cela veut dire pour moi que l'intégralité des lettres publiées doit servir aux lecteurs pour mieux juger l'ensemble.

"Ce sont des camarades de Métropole venus récemment en Algérie qui les écrivent. Il me semble qu'il y ait peu de camarades qui reçoivent votre publication en Algérie, pour qu'il soit un peu comme de mon devoir envers ICO et envers l'Algérie de vous écrire à mon tour en vous demandant de réserver la place qu'il faut pour publier ma lettre, sous réserve d'intégralité.

"Je suis ancien déporté (par les français) pour intelligence avec le FLN. Résidant en Algérie depuis 1947, et ayant vécu effectivement avec les algériens, je crois devoir à la vérité des précisions qui permettront à d'autres camarades de voir la "réalité algérienne" sous un jour différent des apparences. Ni ma nationalité algérienne, ni mes fonctions ne m'influencent dans mes propos.

"Je voudrais trancher tout d'abord la question des divergences intérieures. Il faut noter parmi les séquelles du colonialisme le fait que les arabes berbères (kabyles), mozabites, etc.. manifestent dans la vie de tous les jours les égards d'hostilité (diviser pour régner). Par contre le FLN a toujours fait de son mieux pour ne considérer que les "algériens" ! Tandis que la question "kabyline" elle peut se résoudre en considérant que lors de l'indépendance, et comme dans toute révolution des intérêts invouables se greffent sur l'action avouée. Ainsi, certains ont "acheté" ou pris des biens soit en abusant des fonctions dont ils étaient titulaires, soit en jouant sur l'influence. Puis les "bourgeois" ont passé à l'action. Croyant prendre purement et simplement la place des "roumis" certains espéraient mener leurs semblables en esclaves. Jusqu'à la preuve du contraire, Ben Bella et ses ministres ont tout fait pour tirer les affaires d'état au clair. Le gouvernement ne peut pas être accusé de racisme parce qu'il y avait un certain nombre de kabyles ou autres parmi les leaders de "l'opposition"...bourgeoise. D'ailleurs, l'un de vos correspondants le dit bien "ils ont des commerces parfois importants...qu'ils ont acquis par débrouillardise..." C'est de cette "débrouillardise" que le gouvernement actuel ne veut pas entendre. En effet, il sera injuste que les veuves et les orphelins soient dépourvus, par ce que les roublards spéculent... Et puisque nous parlons d'affaires? Si le commerce extérieur passe dans les mains de l'état, nous libertaires, nous pouvons redire, mais les faits et urgences économiques existent, et disculpent Ben Bella pleinement, En fait comment nourrir dix millions d'âmes si par faiblesse, le gouvernement laisse champ libre aux spéculateurs? Monopoliser le commerce, certes, c'est jouer avec le feu ! Mais il

"faut vivre dans le pays pour juger que si le Gouvernement laissera les profiteurs à leur aise, la faim et la misère porteront des fruits pour ceux qui ne voyaient dans la lutte nationale que la source des richesses (pour eux !)

Nationalisation? Autogestion?

Evidemment, avec notre pensée d'occidentaux, et libertaires de surcroît, nous aurons notre mot à dire. Mais... (il y a encore des mais) qui fera mieux? Lors de l'indépendance, divers facteurs notamment l'OAS, ont provoqué une panique. Les postes-clé ont été donc pourvus par des éléments dépourvus de pratique. Il fallait remettre la vie en marche. L'Autogestion a permis de démarrer avec bien des ateliers, commerces, etc... Un libertaire peut-il souhaiter voir crever de faim des ouvriers simplement parce que leur "patron" est foutu le camp? Naturellement, et le plus naturellement du monde, toutes les affaires en "autogestion" ne marchent pas, même aujourd'hui, toutes seules. Il faut des cadres, mais des cadres honnêtement désintéressés et à la fois techniquement pourvus. Pourtant il y a des entreprises à signaler où ça va déjà mieux. Parallèlement avec les affaires en "autogestion" les affaires "nationalisées" présentent un aspect différent de ce que le premier venu voit. En effet, la question n'est pas principalement de "prendre de force" les biens des Européens, mais et surtout de STRUCTURER l'économie du pays. Autrefois il y avait un mouvement de matières dans le sens Sud-Nord et Nord-Sud. (export des matières premières et import des articles manufacturés). Renverser la vapeur et structurer une vie économique, ce n'est pas un jeu d'enfant. Et dites moi si on peut incriminer Ben Bolla (franchement dire, avec les bagages qu'il a pu se faire dans sa jeunesse), simplement parce qu'il n'est pas un "surhomme" et par ce qu'il ne peut pas superviser à perfection les rouages dont il n'est que la tête? Mais par contre, il faut reconnaître que l'économie du pays, tout en subissant l'effet des changements, va encore trop bien, comparé à d'autres pays du monde. Je ne dirai pas que les dix millions d'algériens sont des milliardaires mais il faut être impartiaux dans nos jugements, et voir les choses comme elles sont.

Ayant nationalisé un Tamzali, n'a-t-il pas assuré avant tout le petit producteur kabyle, qui a pour le moins l'espoir de vendre son huile? Et les Grandes Compagnies de Transport ne sont pas un facteur vital pour qu'un gouvernement s'intéresse à l'état lamentable de leur parc - et c'est vrai je l'ai vu de mes yeux- leur matériel était de plus en plus détérioré.

Certes il est déplorable que certains de nos camarades soient "totalement à l'écart" de la population. Mais n'est-il pas compréhensible que leur adaptation (ou adoption) demande du temps? Ici, nous sommes dans un pays où les techniciens de la question algérienne, formés aux Hautes Etudes Orientales de Paris n'ont rien pigé pendant cent trente deux ans, comment voulez-vous que nos camarades puissent pénétrer l'âme d'un algérien sans posséder les fonds de l'Islam? Les algériens sont profondément marqués non seulement par les concepts de leur croyance, mais encore il faut reconnaître qu'en traversant la méditerranée, un occidental, fut-il athée et libertaire, ne peut pas faire corps et âme avec le pays qu'après de longues années.

Votre correspondant dit également que "les diatribes violentes contre les spéculateurs avaient un succès fou auprès du peuple..." En effet, d'après mes amis algériens, je peux constater que Ben Bella n'est pas aussi impopulaire que l'on voudra le montrer !

Parlons de syndicat? Ici, certes le seul syndicat -l'UGTA- jouit de ses qualités de pilier du gouvernement. Mais ...ailleurs ... où la liberté de la classe prolétaire semble plus large, n'est-ce pas que les dirigeants syndicaux sont justement les premiers vendus? Par conséquent, il semble que "la réalité algérienne" est effectivement quelque chose d'intéressant à voir. Naturellement, nous autres, libertaires, nous avons déjà pu voir des cas, où l'excuse des besoins absolus ont fait finalement sombrer des espoirs. Mais à l'heure actuelle, en Algérie, nous sommes dans un cas, où juger hâtivement, c'est de mal faire vis à vis du peuple ! Quand on dit que l'ancien occupant a laissé tant de richesse, on oublie d'ajouter que ce pays est avant tout à faire. C'est tout un état qu'il faut structurer par crainte que la masse ne crève de faim. Et quand on jette un mot défiguré (Indépendance) dans la gueule de la masse, espérant encore mieux asservir ce pays sous le joug d'un néo-colonialisme

économique, il est à comprendre que les responsables soient forcés d'agir avec force.

Il suffit de penser à certains hommes politiques d'ailleurs, pour ridiculiser le prétendu culte de la personnalité que l'on veut accuser Ben Bella, alors que lui-même a bien précisé: "dans ce pays, il y a dix millions de Ben Bella, s'identifiant avec la masse". Il se peut qu'un jour ce pays sombrera à son tour dans la dictature genre moscovite ou autre, mais à l'heure actuelle, ce sera trop beau de rêver d'un état "libertaire" sans économie ni ordre !"

Réponse à cette lettre

"Ta lettre soulève beaucoup de problèmes auxquels il est difficile de répondre dans une simple lettre; je crois plutôt que c'est la discussion qui ouvrira la voie à l'étude plus large que nous désirerions faire sur le point particulier qui nous intéresse: les comités de gestion en Algérie.

Il ne s'agit pas pour nous de faire une censure, encore moins de donner des conseils, mais de comprendre, d'analyser une situation et en regard des comités de gestion de savoir s'il s'agit d'organismes de gestion réels, émanant de la base, ou au contraire d'organismes de gestion pour le compte de l'Etat algérien.

Il est évident qu'il y avait en 62, qu'il y a toujours une réalité algérienne très difficile; en regard de cette réalité, il est tout aussi facile d'encenser ce qui est fait actuellement en se basant sur telle ou telle mesure particulière, que de critiquer en se servant de tel ou tel détail particulier. Au nom de cette même réalité, il est tout aussi facile de crier bravo pour le régime actuel qui a su éviter bien pire que de le ranger parmi les bureaucraties existantes rompues à l'usage de toute démagogie (nationalisme, religion, "socialisme") et gardant pourtant des liens solides avec le capitalisme français notamment.

Tu parles à différentes reprises de la nécessité de "structurer" l'Etat algérien: qu'entends-tu exactement par là?

D'une certaine manière, théoriquement, il y avait deux issues à la révolution paysanne algérienne:

-ou bien chercher à donner à chacun à manger, à sa loger, à se vêtir en utilisant au maximum les solutions collectives réelles (communautés agricoles); cela impliquait une certaine rupture autant avec le capitalisme qu'avec le "socialisme" à la russe ou à la chinoise et des solutions algériennes originales. Etait-ce possible dans le contexte du monde capitaliste et de la "présence française".

-ou bien faire de l'Algérie un "Etat moderne" avec toute sa gloriole et toutes ses servitudes. Il semble que ce soit la voie choisie (ou imposée par le contexte). Bourgeoisie ou bureaucratie, Ben Bella ou Forces Socialistes, peu importe, il semble derrière leur démagogie propre, qu'ils créeront à travers des vicissitudes la même forme d'Etat. Qui se prévaudra toujours d'une certaine efficacité. Au prix de quoi?

Qu'il y ait des conflits de classe dans l'Algérie d'aujourd'hui, c'est certain. Que ces conflits se dissimulent derrière la mise en place d'institutions nouvelles correspondant à la situation algérienne, nous le pensons aussi. Par exemple que des conflits de pouvoir se dessinent dans les comités de gestion, cela apparaît évident. Nous ne prétendons pas dire: "il faudrait ci, il faudrait ça", nous essayons de nous renseigner, de comprendre, d'expliquer, pour que d'autres camarades puissent dépasser le cercle étroit de la réalité quotidienne. Le sort des algériens appartient aux algériens eux-mêmes. Et un paysan d'un domaine nationalisé qui a une idée bien précise de la gestion de son travail en soit bien plus dans les conflits qui peuvent l'opposer à l'Etat algérien que tous les conseils, mais il risque aussi d'être pris au piège de l'ambition, de la fonction... de participer aussi à la formation de la bureaucratie. En toute bonne foi d'ailleurs. Au nom d'une certaine efficacité ou d'intérêts supérieurs, décidés par ceux qui tiennent le pouvoir. La réalité algérienne nous paraît contenir tout cela, sous des formes parfois complexes. Peut-être nous trompons-nous, En tout cas, nous ne jugeons pas cela au nom d'une société socialiste ou libertaire idéale. Nous essayons seulement de saisir et d'expliquer une réalité, et au sein de cette réalité ce qu'on fait passer pour gestion ouvrière."

publiccitions

en anglais- section anglaise de l'Association Internationale
des Travailleurs (I.W.M.A.) février 1964-
Christopher - 34 Cumberland Road- London- E.17.

DIRECT ACTION:

Jeunes socialistes- (contre le parloментарisme)- La vérité sur
l'Espagne de Franco- Qui sont les ouvriers? - Informations ouvrières -Les
postes exploitent les auxiliaires.

(parti communiste internationaliste- programme communiste bordiguiste)
B.P. 375- Marseille Colbert.
N° 6 Janvier 64-

LE PROLETAIRE:

Unité et programme commun - Les bonzos syndicaux remportent une vic-
toire (Belgique)- Les fruits amers de la sale paix (Vietnam).
Planification et productivité.

(Comité d'Aide à la Résistance-Espagnole; Colette Audry, 20 Rue
du Ranelagh- Paris 16è).

BULLETIN d'INFOR-
MATION du CARE:

N° 14: les étrennes du Général Franco - Echos d'Espagne- Lettre de
l'intérieur.
N° 15: l'Espagne sur tous les fronts - Un comité pour l'Espagne Libre
(avec Lecoin)

(organo del'Alliance Ouvrière Anarchiste) N° 38- 20/I/64
Boauluton, 33 Rue du Canal- St Denis (Seine)

L'ANARCHIE:

Les batraciens aveugles - Angelo Sanna - la bataille anarchiste contre
les hiérarchies - annonce une édition spéciale pour le 1° mai.

(alliance syndicale des cheminots anarchistes)
F.Robert- B.P. 120-05 Paris. 26/7/63.

Autant qu'on revienne - De la carnagole au bastringue.

LE RAIL ENCHAINE:

Une chiourme "made in Franco": le centre comptable SNCF.
Des croulants qui se portent bien.

6/12/63: la grève du 27 novembre-sabre de bois des myrmidons- le pied
noir- l'unité de circonstance- Centre comptable d'Austerlitz.

(Merrien- Plestin-les-Grèves C.D.N.)

tendance syndicaliste révolutionnaire de la Fédération de l'Education
Nationale (autonome).

L'ECOLE EMANCIPEE:

N° 9, 22/I/64: intégration du génie- le comité de la force de frappe
N°10, 5/2/64 : réponse à quelques questions - confusion et tromperie.

(brochure du Cercle Socialisme ou Barbarie -16 R. H. Bocquillon Paris, 15è)

LE TRAVAIL EN
USINE:

On retrouve exposées, d'une manière sommaire et schématique, les idées
érisées dans un article de Socialisme et Barbarie: "L'usine et la ges-
tion ouvrière " (N° 22-1957). Après une analyse du travail en usine
(concluant à une désocialisation et à une dépersonnalisation) et une
critique des réponses réactionnaires (retour à l'artisanat) et pro-
gressistes (développement maximum de la technique pour plus de loisirs)
l'auteur essaie de dégager une évolution socialiste sur la base des
réactions spontanées de l'ouvrier à l'emprise de l'usine moderne

(initiative nécessaire bien que niée par l'appareil bureaucratique technique clandestine, organisation clandestine). "L'usine rationalise en dépersonnalisant les travailleurs, mais leur personnalité réurgit, soit pour contester, soit pour améliorer, mais de toute façon en créant un conflit". Tout ceci est juste, mais ce n'est pas l'apanage de l'usine moderne. La conclusion par contre, reste très vague, à la fois dans ses formulations "problème du travail", "humanier le travail"; l'auteur considère que la durée du travail et le salaire ne jouent pas leur rôle dans la dépersonnalisation de l'ouvrier et qu'il importe de "créer un climat" (?). La "réponse du socialisme" au "problème du travail"(sic) n'est pas plus explicite. Que pouvons-nous alors discuter?

PROGRAMME COMMUNISTE

(bordiguiste- N° 26-janvier-mars 1964- B.P. 375-Marseille Colbert)
:Mort au service du capital (Kennedy) - La Chine fara ' da se " -La légende du Piave - Invariance de l'opportunisme - Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français - Le De Profundis de la "Vie Ouvrière".

LE MONDE LIBERTAIRE:

(organe de la Fédération anarchiste -3 Rue Termeaux-Paris IIè)
Des élections et des hommes- Internationalisme- Principes d'organisation anarchiste - Du culte de l'automobile à la religion du cosmos- la grève chez R.B.V.- anarchie, ajisme et syndicalisme - L'art et la vie- Il y a quatre ans : Camus - Notes sur "l'anarchisme et le réel" de C.A. Bontemps.

VOIX OUVRIERE:

(pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire, "fidèle à la tradition de Lénine et de Trotsky ") - 29 Rue de Château-Landon-Paris N° 6- 28/I/64: le matériel humain- les travailleurs et le chômage- les menaces de licenciements à St Nazaire- les nationalisations- La nuit la plus longue - le désarmement moral -
N° 7, II/2/64: St Nazaire - l'organisation syndicale- tout sucre, tout miel -l'Afrique en feu - De l'eau bénite à la mitraille -

COMITE ANTI-APARTHEID.

B.P. 16 - Issy, Seine.
veut lutter pour " la libération des peuples opprimés ", publie une brochure "Faits et documents sur l'Afrique du Sud: Les Brutes ". La répression et le sort des prisonniers politiques . C'est le récit des sévices et tortures au service de la domination blanche en Afrique du sud, tels qu'on les a connus ici et en Algérie au service d'une guerre coloniale, tels qu'ils existent en de nombreux pays au service de la domination blanche en Afrique du Sud tels qu'on les a connus ici et en Algérie au service d'une guerre coloniale ,tels qu'ils existent en de nombreux pays au service d'une domination de classe.

POUVOIR OUVRIER

(pour construire une nouvelle organisation révolutionnaire (22 Rue Léopold Bellan Paris 2eme) n° 57 Janvier-Février 64
Pourquoi militer aujourd'hui- A propos de la grève générale- Employés et rendement- Les Halles - Notes sur 1963

L'ANARCHO-SYNDICALISTE

(bulletin de l'Union des Anarcho-Syndicalistes)
(Gatineau - 107 Rue Jean Jaurès - St Florent - Niort)
n° 36 -Décembre 1963 - Deux congrès :FO et FEN

FRONT NOIR

n°3 février 1964 - B P 9 Paris 12eme) La part irréductible -
Poeme situation -Georg Buchner -Culte de l'insomnie - Les conditions de la révolution socialiste

Ce que nous sommes, ce que nous voulons.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que la propriété capitaliste, la guerre, ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue, et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises, et de la société, par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

(Regroupement Inter Entreprise)

Correspondance : P. BLACHIER, 13 bis, Rue Labois-Rouillon - PARIS-19^e

Abonnement : Un an - 12 numéros : 5 F.

Versements : I. C. O., c. c. p. 20.147-54 PARIS

RONEOTE à l'adresse ci-dessus

Le Gérant : P. BLACHIER